



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

N° GHT TRV 2025-061

MAINTENANCE GROUPES ELECTROGENES DES ETABLISSEMENTS DU GHT LOIRE

APPEL D'OFFRE OUVERT

La présente consultation est passée selon la procédure d'Appel d'Offres des articles L 2124-2, R 2124-2, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Etablissement pilote du marché :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ETIENNE

Direction des Achats et du Patrimoine

Hôpital Bellevue - Pavillon 1 - 1er étage

42055 Saint-Etienne Cedex 2

Table des matières

TABLE DES MATIERES	2
1. OBJET	3
2. ALLOTISSEMENT.....	3
3. PERIMETRE	4
3.1 Périmètre géographique	4
3.2 Description des équipements	4
3.2 Limite des prestations.....	4
4. RECONNAISSANCE DES LIEUX	5
5. NORMES ET REGLEMENTS	5
6. ORGANISATION ET MOYENS.....	8
6.1 Organisation	8
6.2 Moyens humains	8
6.3 Moyens matériels	9
6.4 Sous-traitance	9
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	10
7.1 Obligation de résultat et de moyens	10
7.2 Continuité de service	10
7.3 Responsabilité	11
7.4 Devoir de conseil.....	11
7.5 Sécurité et hygiène	11
7.6 Protection de l'environnement	12
7.7 Nuisances.....	12
7.8 Discrétion	13
8. ETAT DES LIEUX CONTRADICTOIRE.....	13
8.1 Etats des lieux en début de contrat.....	13
8.2 Prise en charge de nouvelles installations	14
8.3 Etats des lieux en fin de contrat	14
9. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	14
9.1 Définition.....	14
9.2 Conditions d'interventions	15
9.3 Maintenance préventive systématique	16
9.4 Maintenance préventive complémentaire	20
9.5 Maintenance préventive conditionnelle	20
9.6 Maintenance corrective	20
9.7 Consommables et pièces détachées.....	23
9.8 Prestations complémentaires.....	25
9.9 Formation personnels techniques.....	25
10. SUIVI DES PRESTATIONS	25
10.1 Carnets de maintenance	25
10.2 Bons d'interventions	26
10.3 Rapports de maintenance.....	26
10.4 Rapports d'activité des équipements.....	27
10.5 Rapport annuel	27
10.6 Réunion de suivi du contrat.....	28
10.7 Documentation technique	28
10.8 Accessibilité des documents	29
10.9 Opérations de vérifications	29
10.10 Prestations non-conformes	30
11. LISTE DES ANNEXES	30

1. OBJET

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières définit les modalités d'exécution du marché qui a pour objet la maintenance préventive et corrective des groupes électrogènes situés sur les différents sites, bâtiments et propriétés du Groupe Hospitalier de Territoire Loire (GHT Loire).

L'objectif du présent marché est le maintien en bon état de fonctionnement de l'ensemble des équipements sous contrat, visant à maintenir et améliorer les conditions de fonctionnement et de sécurité des différents sites et services du GHT Loire en regard, des contraintes d'exploitation et de continuité de service, du respect de la réglementation et de l'amélioration du service hospitalier.

Pour respecter cet objectif, le titulaire devra réaliser l'ensemble des prestations dans le respect des exigences du présent CCTP, et mettre en place une organisation permettant de faire face à ses obligations contractuelles.

2. ALLOTISSEMENT

Le GHT Loire est composé de 14 Etablissements de santé repartis géographiquement sur le département de la Loire, l'Ouest du département du Rhône et le Nord du département de l'Ardèche.

Afin de répondre au mieux aux objectifs et enjeux du présent marché, il est prévu une décomposition en 4 lots distincts :

LOT N°1 : Puissance totale cumulée supérieur à 3500 KVa

- CHU de Saint-Étienne

LOT N°2 : Puissance totale cumulée de 2500 à 3500 KVa

- CH Ardèche Nord
- CH de Roanne

LOT N°3 : Puissance totale cumulée de 1000 à 2500 KVa

- CH du Forez
- Hôpital le Corbusier
- Hôpital du Gier

LOT N°4 : Puissance totale cumulée inférieure à 1000 KVa

- Hôpital Maurice André
- CH des Monts du Lyonnais
- EHPAD La Clairière du Lignon
- CH Georges Claudinon
- Hôpital de Saint Félicien
- CH de Saint Bonnet le Château
- CH de Charlieu
- CH de Serrières
- CH de Saint Just la Pendue

3. PERIMETRE

3.1 Périmètre géographique

Le présent marché porte sur l'ensemble des bâtiments et infrastructures situés sur les établissements membres du GHT LOIRE y compris les bâtiments acquis, construits ou réhabilités après l'entrée en vigueur du présent marché. Le périmètre du marché englobe également tous les bâtiments ou locaux mis à la disposition des établissements membres du GHT LOIRE.

3.2 Description des équipements

La description des équipements faisant l'objet du présent marché figure pour chacun des lots et chaque Etablissement membre dans les documents annexes suivants :

Annexe 01-GHT TRV 2025-061-INVENTAIRE-Lot 1

Annexe 06-GHT TRV 2025-061- INVENTAIRE-Lot 2

Annexe 11-GHT TRV 2025-061- INVENTAIRE-Lot 3

Annexe 16-GHT TRV 2025-061- INVENTAIRE-Lot 4

La liste des équipements pourra évoluer au fur et à mesure des installations nouvelles réalisées ou de leur retrait. Seule une modification substantielle pourra donner lieu à une modification du marché et l'établissement d'un nouveau prix.

Pour les équipements sous garantie, les dispositions de maintenance préventive à prix forfaitaire sont applicables à l'issue de la période de garantie. Cependant les prestations non comprises dans la garantie (accessoires, consommables...) feront partie du présent marché dès sa prise d'effet.

Lorsque la période de garantie est comprise dans la durée du marché, le titulaire prend toutes les dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur des matériels ou équipements pour assurer la coordination de leurs interventions : réglages ou intervention suite à un incident au titre de la garantie.

3.2 Limite des prestations

Le présent marché porte sur la maintenance des matériels, équipements et installations suivants :

- Moteur ;
- Alternateur ;
- Armoire électrique de commandes et de pilotage de chaque groupe et tous leurs automatismes, périphériques et accessoires ;
- Disjoncteurs groupes ;
- Circuit de refroidissement moteur (glycol, pompes, tuyauteries, expansion, échangeurs, ventilateurs, ...) ;
- Réservoirs, nourrices de carburants, lubrifiants et équipements associés ;
- Circuits d'alimentation en fuel des nourrices de carburants, des pompes fuel, de leurs auxiliaires et armoires de commande, des vannes pompier et de la jauge de la cuve principale.
- Système de démarrage ;
- Lignes d'échappements et cheminées de rejet atmosphérique ;
- Ventilation des locaux ;
- Dispositif de report des alarmes techniques ;
- Batteries et chargeurs ;

Cette liste n'est pas exhaustive, plus généralement le périmètre se résume à l'ensemble des matériels, équipements et installations concourant au bon fonctionnement des installations de secours électrique par groupe électrogène

4. RECONNAISSANCE DES LIEUX

Afin de prendre en compte l'ensemble des contraintes fonctionnelles et environnementales des différents sites, l'entreprise soumissionnaire devra obligatoirement effectuer préalablement à la remise de son offre, une visite de l'ensemble des lieux d'exécution des prestations et devra joindre à son offre, l'attestation de visite dûment complétée, visée et remise par le représentant de chaque Etablissement membre à l'issue de la visite.

L'organisation de la visite des sites est décrite à l'article 12 du règlement de la consultation.

En conséquence le soumissionnaire est réputé, lors de la remise de son offre :

- Avoir une connaissance parfaite des matériels et techniques des marques qui constituent le parc,
- Avoir une connaissance parfaite des installations existantes, de leurs abords, des conditions d'accès et de tous les éléments et locaux en relation directe ou indirecte avec l'exécution des prestations,
- Avoir, le cas échéant, questionné le GHT Loire ou toute personne habilitée à transmettre des renseignements, de façon à obtenir les informations complémentaires relatives aux prestations envisagées,

Préalablement à la remise des offres, le titulaire, en tant que candidat, aura réalisé un bilan du parc faisant l'objet de la prestation du marché et a constaté l'état de celui-ci. Dans son mémoire technique remis à l'appui de l'offre, le titulaire a donc fait état de toutes les réserves estimées utiles, notamment sur l'état visuel des équipements, sur l'appréciation du niveau de qualité fonctionnelle.

Le titulaire ne pourra se prévaloir postérieurement à la signature du contrat, d'une connaissance insuffisante des sites et installations, ou d'éléments locaux, tels que moyens d'accès et de stockage, conditions particulières d'interventions (liées aux propres règles de chaque établissement hospitalier), conditions climatiques, ou relations avec l'exécution des travaux, pour ne pas respecter ses obligations contractuelles.

Tout préjudice relatif à un manquement à ces exigences ayant pour conséquence un retard ou une mauvaise exécution, sera à la charge de du prestataire.

5. NORMES ET REGLEMENTS

L'exécution du présent marché est soumise aux réglementations, normes et autres documents officiels de référence en vigueur applicables aux établissements publics de santé ainsi qu'aux préconisations et recommandations des constructeurs des matériels concernés.

Les prestations devront être exécuté dans les règles de l'art, conformément aux règles professionnelles, par des personnels qualifiés qui en assureront la parfaite maîtrise dans le respect des normes et réglementations en vigueur dans tous les domaines qui seront liés à l'ensemble des prestations (NF, NF EN, ISO, IEC, ainsi que toutes les réglementations dans le domaine, normes d'application volontaires ou codifiées, documentations constructeurs des matériels soutenus).

Compte tenu des obligations de résultats (maintien de continuité de service, délai d'intervention et délai de remise en service) demandées dans le cadre des prestations du présent marché, la

terminologie définie par la norme NF EN 1306 X60-319 est appliquée, dans le respect du livre blanc édité par le ministère de la santé, de la circulaire DHOS/E4/2006/393 et du guide de préparation des contrats de maintenance (NF X 60-318).

Le titulaire sera tenu de se conformer à :

Textes généraux :

- Code de la construction et de l'habitation
- Code du travail
- Code de la santé publique (continuité des soins)
- Règlements de sécurité et conditions particulières
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (brochure n°1685 des journaux officiels)
- Arrêté du 18 octobre 1977 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique (brochure n°1536 des journaux officiels)

Textes normatifs

- NF C 13-100 (avril 2015) Postes de livraison alimentés par un réseau public de distribution HTA (jusqu'à 33 kV).
- NF C 13-200 (juin 2018) Installations électriques à haute tension pour les sites de production d'énergie électrique, les sites industriels, tertiaires et agricoles.
- NF C 14-100 (février 2008) Installations de branchement à basse tension
- NF C 15-100 (décembre 2002) complétée avec la mise à jour de juin 2005 Installations électriques à basse tension
- NF C 15-211 (novembre 2017) Installations électriques à basse tension - Installations dans les locaux à usage médical
- NF C18-510 (janvier 2012) Opération sur les ouvrages et installations électriques et dans un environnement électrique – Prévention du risque électrique.
- NF X 60 000 (avril 2016) Maintenance industrielle - Fonction maintenance
- NF EN 13306 (janvier 2018) Maintenance - Terminologie de la maintenance
- UTE C 15-103 Installations électriques à basse tension - Guide pratique - Choix des matériels électriques (y compris les canalisations) en fonction des influences externes.
- UTE C 18-510 Recueil d'instructions générales de sécurité d'ordre électrique.
- NF ISO 8528 Groupes électrogènes à courant alternatif entraînés par moteurs alternatifs à combustion interne.
- NF E 37 312 Groupes électrogènes utilisables en tant que source de sécurité pour l'alimentation des installations de sécurité.

Textes réglementaires

- Circulaire du 6 janvier 1958 relative au dispositif de secours dont doivent disposer les établissements sanitaires pour la fourniture d'énergie électrique.
- Circulaire du 25 février 1958 concernant l'étude d'un plan de sécurité pour la fourniture d'énergie électrique aux établissements sanitaires

- Circulaire DGS/MS4/578 du 21 août 1969 relative à l'alimentation des établissements sanitaires en courant électrique en cas de circonstances particulières
- Décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 modifié, pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : hygiène, sécurité et conditions des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques (J.O. du 24 novembre 1988) Modifié par décret n° 95-608 du 06 mai 1995 (JO du 07 mai 1995) et ses arrêtés d'application. Dispositions concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques
- Circulaire DRT n°89-2 du 6 février 1989 modifiée le 29 juillet 1994 relative aux mesures destinées à assurer la sécurité des travailleurs contre les dangers d'origine électrique dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques
- Arrêté du 5 juillet 1990 fixant les consignes générales de délestage sur les réseaux électriques (distributeurs) ;
- Arrêté du 7 janvier 1993 relatif aux caractéristiques du secteur opératoire mentionné à l'article D 712-31 du code la santé publique pour les structures pratiquant l'anesthésie ou la chirurgie ambulatoire visée à l'article R. 712-2-1 (b) de ce même code, notamment l'article 8 ;
- Arrêté du 3 octobre 1995 relatif aux modalités d'utilisation et de contrôle des matériels et des dispositifs médicaux assurant les fonctions et actes cités aux articles D 712-43 et D 712-47 du code de la santé publique, notamment l'article 2 ;
- UTE C 18-540 (septembre 1996) Carnet de prescriptions de sécurité électrique destiné au personnel habilité basse tension.
- Instruction n°04944 du 6 octobre 1998 relative à la sécurité électrique des établissements de santé publics et privés
- Loi n°2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public d'électricité ;
- Décret n°2000-456 du 29 mai 2000 relatif à l'éligibilité des consommateurs d'électricité et portant application de l'article 22 de la loi précitée ;
- Décret n°2000-877 du 7 septembre 2000 relatif à l'autorisation d'exploiter les installations de production d'électricité ;
- Arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.
- Sécurité électrique dans les établissements de santé : « Rappels de réglementation, conseils pour la conception, maintenance et exploitation des installations électriques, Ministère de l'emploi et de la solidarité, avril 2001. »
- Arrêté du 19 novembre 2001 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 26 février 2003 relatif aux circuits et installations de sécurité
- Instruction n°02850 du 12 décembre 2003 relative à la prévention des risques électriques dans les établissements de santé
- Circulaire du 24 décembre 2003 relative à la prévention des risques de coupure de courant dans les établissements de santé ;
- Publication UTE C 18-510 (édition novembre 1988 mise à jour 2004) - Recueil d'instructions générales de sécurité d'ordre électrique.

- Circulaire du 25 octobre 2004 relative à la prévention des risques électriques dans les établissements de santé ;
- Circulaire DHOS/E 4 n° 2005-256 du 30 mai 2005 relative aux conditions techniques d'alimentation électrique des établissements de santé publics et privés : abrogée ;
- Circulaire DHOS/E4 no 2006-393 du 8 septembre 2006 relative aux conditions techniques d'alimentation électrique des établissements de santé publics et privés.
- Circulaire DHOS/E4 n° 2006-525 du 8 décembre 2006 relative à la prévention des risques électriques dans des conditions climatiques de grands froids ;
- Article R6111-22 sur la sécurité des établissements de santé en cas de défaillance du réseau d'énergie (Code de la Santé Publique - décret n° 2007-1344 du 12 septembre 2007) ;
- Circulaire DHOS/E4 no 2008-114 du 7 avril 2008 relative à la prévention des coupures électriques dans les établissements de santé.
- Circulaire DHOS/E4/2009/02 du 7 janvier 2009 relative à la prévention des coupures électriques dans des conditions climatiques de grands froids
- Le décret N°2010-1017, du 30 août 2010, fixe les règles en matière de conception et de réalisation des installations électriques des bâtiments destinés à recevoir des travailleurs.
- Le décret N°2010-1016, du 30 août 2010, est relatif aux obligations de l'employeur pour l'utilisation des installations électriques fixes ou temporaires des lieux de travail.
- Le décret N°2010-1018, du 30 août 2010, est relatif à la prévention des risques électriques dans les lieux de travail.
- Le décret N°2010-1118, du 22 septembre 2010 complète le dispositif. Il donne les règles à respecter par les salariés lorsqu'ils interviennent, à titre professionnel, sur les installations électriques ou dans leur voisinage.

Cette liste est donnée à titre indicatif et ne se veut pas exhaustive. Le titulaire s'engage, lors de toutes ses interventions, à respecter et appliquer la législation et la réglementation en vigueur. Il devra prendre en compte les évolutions réglementaires connues au moment de la consultation et ce, tout au long du marché.

6. ORGANISATION ET MOYENS

6.1 Organisation

Le titulaire devra mettre en œuvre l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires à l'exécution des prestations requises pour assurer la sécurité et la fiabilité des équipements en vue d'atteindre les niveaux de qualité définis dans le présent C.C.T.P.

Les ressources, services et moyens nécessaires à l'exécution des différents types et niveaux de maintenance devront être correctement dimensionnés, pour permettre d'assurer en toutes circonstances un fonctionnement continu 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24

Le candidat présentera dans son mémoire technique l'organisation détaillée qu'il propose de mettre en place pour répondre aux exigences du marché et notamment la tenue des délais d'intervention demandés dans le cadre de la maintenance corrective.

6.2 Moyens humains

6.2.1 Qualifications

Les personnels d'intervention nommément désigné par le titulaire, dit "personnels prestataires" ou "intervenants" devront posséder les qualifications professionnelles et les habilitations requises pour

l'exécution de l'ensemble des opérations de maintenance préventive et curative des installations défini au présent marché. Ils devront en outre avoir une connaissance et une expérience éprouvée des techniques du domaine d'intervention relatif à la maintenance des groupes électrogènes et être apte à intervenir sur les équipements de plusieurs constructeurs.

Les intervenants devront disposer ainsi des habilitations électriques B1, B2, B1V, B2V, BC, H0 pour toutes les interventions relatives aux prestations du présent marché.

Le prestataire devra fournir dans le mémoire technique justificatif joint à son offre, la liste nominative détaillée de toutes les personnes qui seront affectées à la réalisation des prestations de maintenance préventive et corrective des installations de chaque établissement membre ainsi que les documents justificatifs suivants :

- Les curriculum vitae avec le niveau de qualification des techniciens affectés à la réalisation des opérations de maintenance préventive et corrective des équipements constituant les lots du présent marché.
- Les attestations relatives aux habilitations électriques de chaque intervenant ainsi que les certificats de formation de recyclage suivant les exigences réglementaires définies dans la norme NF C 18-510 avec le nom du technicien, le niveau d'habilitation et la date de validité.
- Les certificats de formation de chaque technicien intervenant, attestant de leurs capacités et connaissances pour effectuer les opérations de maintenance préventive et corrective intégrant le remplacement des pièces de rechange, sur l'ensemble des équipements concernés par le présent marché.

6.2.2 Comportement

Les personnels prestataires et intervenants devront être dotés de tenues professionnelles permettant l'identification de l'entreprise pour le compte de laquelle ils interviennent. Ils devront respecter le règlement intérieur de chaque Etablissement membre, notamment en ce qui concerne les déplacements et les consignes de sécurité en vigueur, et d'une manière générale concernant toutes les contraintes de service et d'exploitation des sites concernés.

Chaque Etablissement membre du GHT se réserve le droit de refuser tout intervenant dont les compétences professionnelles sont manifestement inadaptées ou dont l'attitude ou l'approche technique serait jugée préjudiciable à ses intérêts.

Le titulaire ne peut pas prétexter du fait de grève, maladie ou absence de son personnel pour ne pas respecter ses engagements contractuels.

6.3 Moyens matériels

Dans le cadre de l'exécution des prestations de maintenance, le titulaire devra mettre à disposition de son personnel opérationnel les machines, outillages et appareillages spécifiques, les moyens de communication, les équipements de sécurité et EPI, et tous autres moyens qui seraient nécessaires aux interventions.

Les matériels utilisés devront être en conformité avec les normes et règlements de sécurité. Le titulaire devra procéder aux épreuves et vérifications réglementaires des matériels mis à la disposition de ses employés intervenant sur les installations des établissements hospitaliers.

6.4 Sous-traitance

Le titulaire est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve des justifications d'agréments et en particulier pour les opérations de maintenance constructeur correspondantes aux niveaux 4 et 5 pour lesquelles le candidat devra justifier d'un agrément du constructeur ou d'un contrat de sous-traitance à tiers agréé.

L'acceptation du sous-traitant et, le cas échéant, l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1 Obligation de résultat et de moyens

Compte tenu du caractère sensible des installations concernées par le présent marché, le titulaire est tenu à une obligation de résultat et à une obligation de moyens. Il doit mettre en œuvre l'ensemble des ressources nécessaires pour assurer la sécurité et la fiabilité des équipements.

Le titulaire s'engage à :

- Se conformer aux différentes directives, plans de prévention et consignes de sécurité émis par les services des Ets membres,
- Communiquer les informations nécessaires aux Etablissements membres afin de mettre en place les procédures d'urgence et de demande intervention,
- Réaliser les visites et opérations de maintenance préventive et corrective permettant de maintenir les installations en parfait état de fonctionnement,
- Réaliser les essais de bon fonctionnement des installations en fin d'opération et notamment des systèmes de sécurité,
- Intervenir dans les plus brefs délais, sans limitation de nombre,
- Établir un bilan des installations sur simple demande,
- Informer les Etablissements membres de l'évolution de la législation et des textes en vigueur,
- Proposer les transformations nécessaires à l'application des nouvelles législations,
- Effectuer tous remplacements de pièces avant leur défaillance, selon les règles de l'art ou de prescriptions techniques et dans un souci de minimiser les pannes.
- Tracer toutes ses interventions de quelque nature qu'elles soient (maintenance préventive, curative ou palliative, travaux) ainsi que les heures d'arrivée et de départ de chacun des techniciens, pour chaque intervention, sur les supports définis au présent CCTP.
- Informer le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné sur le travail réalisé sur les installations et les équipements ainsi que les réparations nécessaires pour maintenir la sécurité et la continuité de service.
- Être présent aux réunions de suivi de contrat.

Les obligations de résultat et de moyens portent sur le respect de la continuité de fonctionnement des installations et équipements et sont fixées pour l'ensemble des opérations de maintenance préventives et corrective. Elles seront mesurées par le contrôle de la réalisation du plan et des fiches de maintenance préventive tels que définis dans le CCTP ainsi que sur la réactivité du titulaire pour limiter l'indisponibilité des installations ou équipements lors des interventions de maintenance corrective.

7.2 Continuité de service

Le titulaire est tenu de procéder à toutes les interventions de maintenance préventive et corrective, comprenant le remplacement de tous les matériels défectueux ou risquant de l'être, ceci dans les délais impartis et de manière à assurer la continuité de service de l'ensemble des installations et des équipements dont il a la charge. Le prestataire garantit après une quelconque intervention :

- La sécurité des biens et des personnes, ainsi que la sûreté des bâtiments ;

- La continuité de service et le maintien des paramètres de fonctionnement en respectant les conditions de fonctionnement définies dans les spécifications techniques des constructeurs et dans les carnets de maintenance ;
- La fiabilité des installations et des équipements, la maintenabilité et la durabilité des performances de fonctionnement à un niveau optimal ou proche de celui d'origine ;

Dans le cas où, pour quelque cause que ce soit, ces garanties ne pourraient être obtenues, le titulaire devra informer immédiatement le Responsable technique de l'Etablissement membre (ou personne désignée en tant que tel) afin de prendre toutes dispositions nécessaires à la sécurisation des locaux et des personnes, et assurer la continuité de service. Il est précisé également, qu'en aucun cas, un dispositif de sécurité ne devra être inhibé pour permettre le fonctionnement d'une installation ou sa remise en service.

La durée d'immobilisation des équipements nécessitée par les diverses opérations de maintenance préventives, de dépannage ou de réparation, devra être aussi réduite que possible et permettre l'observation stricte des règles de sécurité et des règles de l'art.

En cas d'indisponibilité supérieure à 12 heures, le titulaire devra mettre en place des dispositions provisoires équivalentes pour la durée de cette indisponibilité. Cette mise à disposition sera à la charge exclusive du titulaire, sauf dans le cas où cette indisponibilité est due à une cause non imputable au titulaire.

Les différents délais mentionnés dans le présent CCTP devront être respectés, faute de quoi, des pénalités seront appliquées conformément à l'article 26 du CCAP.

7.3 Responsabilité

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la nature et consistance des installations concernées par le présent marché.

Pendant toute la durée du marché le titulaire est responsable de l'ensemble des opérations liées à l'exécution des prestations :

- Mise en place balisage et signalisation des zones de travaux,
- Consignations des équipements,
- Ouverture/fermeture d'éventuelles capotages,
- Manutentions,
- Transport et évacuation des déchets,

et de façon générale, toutes les sujétions nécessaires à la bonne exécution de ses prestations.

7.4 Devoir de conseil

En sa qualité de professionnel, il appartient au titulaire de fournir toute information, conseil et mise en garde nécessaire à la bonne exécution des prestations. A ce titre, le titulaire doit préconiser toutes les mesures d'amélioration de sécurité et signaler toutes les évolutions réglementaires et normatives.

Si les installations mises à disposition du titulaire venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le titulaire est tenu d'en informer par écrit et sans délai l'Etablissement membre à qui il appartient d'en vérifier le bien-fondé et de prendre dans un délai raisonnable les dispositions utiles en vue de leur mise en conformité si cela s'avère nécessaire. Pour ce faire, l'Etablissement membre pourra alors se faire assister par un organisme de contrôle agréé ou un bureau d'études technique spécialisé.

7.5 Sécurité et hygiène

Le titulaire du présent contrat est tenu de prendre ou de faire prendre toutes les dispositions afin d'assurer l'hygiène, la santé et la sécurité :

- des usagers et employés des différents Etablissements membres,
- de ses employés intervenants sur les installations des différents Etablissements membres.

Le titulaire devra établir, dans un délai de 15 jours suivant la date de notification du marché, en relation avec le Responsable hygiène et sécurité de chaque Etablissement membre, les documents relatifs au Plan de Prévention des Risques Professionnels Hygiène Sécurité (PRP-HS).

Le titulaire est tenu d'informer le personnel intervenant sur les différents sites, du contenu des plans de prévention relatifs à chaque Etablissement membre.

Le titulaire emploie, sous sa seule responsabilité, des techniciens et agents formés, qualifiés et habilités ayant l'expérience requise pour la réalisation des prestations demandées, la mise en œuvre des méthodes de travail appropriées, et l'utilisation des machines et outils nécessaires à l'exécution du contrat.

Le titulaire doit exercer une surveillance continue de ses interventions afin d'éviter tout accident pouvant survenir à ses employés, aux personnes utilisatrices des installations ou aux personnes se trouvant à proximité des installations en cours de maintenance ou de travaux exécutés par le personnel prestataire.

7.6 Protection de l'environnement

Le Titulaire devra réaliser l'ensemble des prestations définies au marché en prenant toutes les mesures nécessaires pour que soient respectées les dispositions légales et réglementaires en vigueur concernant la protection de l'environnement.

Il devra en outre assurer la totale traçabilité de toutes les opérations relatives au traitement des déchets issus ou liés à l'exécution du marché. Les coûts inhérents à ce traitement sont inclus dans les prix forfaitaires du DPGF, quelle que soit la nature de ces déchets.

Tous les déchets sont évacués immédiatement par le Titulaire, il n'y a pas de stockage sur les sites des Etablissements membres. Le titulaire fournit, sous quatre semaines après son intervention, les bordereaux d'enlèvement et, le cas échéant, les bordereaux de traitement réglementaire.

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire doit prendre en compte les objectifs environnementaux suivants :

- Limiter les consommations d'énergie,
- Réduire la pollution de l'air ambiant et l'impact sur l'effet de serre,
- Prévention de la production des déchets

7.7 Nuisances

Le titulaire tiendra compte dans son offre, de toutes les sujétions découlant des obligations réglementaires concernant les éventuelles nuisances : bruits des engins, ondes vibratiles, poussières, odeurs, horaires de travail, etc...

Le personnel prestataire devra tenir compte de tous les impératifs à respecter.

Compte tenu de l'environnement spécifique en site hospitalier, une attention particulière sera apportée aux bruits de chantier. Le titulaire devra veiller à ce que les bruits émis ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation, et le personnel prestataire aura à prendre toutes les dispositions utiles à ce sujet.

Dans le cas de bruits soutenus et maintenus qui pourraient entraîner une gêne difficilement supportable pour l'activité des services hospitaliers et leurs occupants, et plus particulièrement des services de soins, d'examen et de diagnostics, d'explorations fonctionnelles, d'imagerie, ou encore

d'hébergement. Il pourra être demandé au titulaire de mettre en œuvre des mesures appropriées ou moyens spécifiques, afin d'en réduire le niveau et les nuisances. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans le prix du marché.

7.8 Discretion

Indépendamment des règles instituées en matière de secret professionnel, le titulaire du marché est lié par une obligation de discrétion professionnelle couvrant tous les faits et informations dont il aurait connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les règles de confidentialité des établissements membres. Les personnels prestataires et intervenants ne doivent communiquer aucune information, de quelque nature que ce soit, relative aux patients, aux professionnels ou à l'institution dont ils pourraient avoir connaissance lors de leurs interventions dans les établissements.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

8. ETAT DES LIEUX CONTRADICTOIRE

8.1 Etats des lieux en début de contrat

Le titulaire devra réaliser de façon contradictoire un état des lieux initial de prise en charge des installations avec chaque Etablissement membre dans un délai maximum de deux mois suivant la notification du marché

L'états des lieux contradictoires sera formalisée par un procès-verbal de constat établi par le titulaire au terme de l'évaluation de l'état technique initial des équipements et installations. Cet état des lieux déterminera :

- La conformité des caractéristiques et du nombre d'équipements au regard de l'inventaire,
- L'état général des installations,
- Les conformités obligatoires relatives aux règlements et législation en vigueur.

Le procès-verbal devra être transmis à chaque Etablissement membre dans le délai imparti mentionné ci-dessus. Sans remarques d'une ou l'autre des parties, les conclusions de l'état des lieux sont réputées acceptées et non amendables.

Après acceptation de l'états des lieux contradictoires, le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance :

- -De la constitution des bâtiments ;
- -De la consistance des équipements sur lesquels il intervient ;
- Des conditions particulières d'intervention liées à la sécurité et la spécificité des bâtiments.

L'inventaire détaillé des installations et équipements issue de l'états des lieux contradictoires sera tenu à jour pendant toute la durée du marché et sera fourni sous la forme d'un fichier informatique (Microsoft Excel) au moins une fois par an lors de la réunion annuelle ou sur simple demande des Etablissements membre.

A l'issu de l'états des lieux, le titulaire devra proposer à chaque Etablissement membre, la mise en œuvre d'un programme de remise à niveau sur tous les points susceptibles de nuire au bon fonctionnement de l'installation.

8.2 Prise en charge de nouvelles installations

Pendant la durée du marché, lors de l'ajout de nouvelles installations, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des équipements sera établi dans les 15 jours suivant la demande de prise en charge par le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné.

Le titulaire devra une mise à jour de l'inventaire et des caractéristiques techniques associées aux nouvelles installations prises en charge.

8.3 Etats des lieux en fin de contrat

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du contrat, les installations en état normal d'entretien, de fonctionnement, de propreté, de sécurité et libres de tout verrouillage interdisant la gestion normale des équipements.

L'états des lieux contradictoires de fin de contrat sera réaliser dans la période d'un mois antérieure à la date d'expiration du marché entre le titulaire (prestataire sortant) et l'Etablissement membre ou son représentant.

Cet état des lieux sera formalisé par un procès-verbal qui fera constat de l'état technique de sortie des équipements et installations ainsi que la remise au Responsable technique de l'Etablissement membre (ou personne désignée en tant que tel) des documents de maintenance.

Le cas échéant le nouveau prestataire entrant pourra assister à cet état des lieux contradictoires de fin de contrat et faire part d'observations s'il le souhaite, cet état des lieux vaudra dans ce cas pour le prestataire entrant pour état des lieux contradictoire de début de contrat.

9. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

9.1 Définition

Le marché issu de cette consultation est un marché à bons de commandes dont les prestations demandées sont définies sous deux formes :

- **Prestations forfaitaires :**
Opérations de contrôles, d'entretien et de maintenance préventive périodique.
- **Prestations hors forfait :**
Interventions d'urgence, dépannages, réparations, opérations ponctuelles de maintenance corrective, travaux de mise en conformité, de rénovation et de modernisation des installations.

L'ensemble des prestations de maintenances décrites dans le présent C.C.T.P. devront respecter les niveaux de maintenance et les préconisations fixé par le constructeur de chaque équipement conformément aux circulaires DHOS/E4 N°2006-393 du 8 septembre 2006 et DHOS/E4 n°2008-114 du 7 avril 2008 relative à la sécurité électrique dans les établissements de santé.

Le titulaire devra fournir en début de chaque période annuelle et sur demande, un certificat de qualification en cours de validité pour chacun du ou des techniciens intervenants.

Dans le cadre de chaque intervention de maintenance préventive et corrective, le ou les techniciens désignés par le titulaire pour l'exécution de ces tâches seront obligatoirement accompagnés par un agent du service technique de l'Etablissement membre concerné.

L'ensemble des coupures et consignations électriques nécessaires à la réalisation des prestations seront effectuées par le personnel habilité des services technique de chaque établissement membre du GHT Loire qui remettra une autorisation écrite au personnel du titulaire du marché.

9.2 Conditions d'interventions

9.2.1 Généralités

Les Etablissements membres ont chacun leurs propres particularités et spécificités, ce tout aussi bien en termes de parcs d'installations et d'équipements, d'activités, de contraintes d'exploitation et de service ou encore de besoins.

Le titulaire s'engage à respecter les règles de sécurité, de protection et d'hygiène en vigueur pour chacun des lieux de ses interventions. Notamment concernant les plans de prévention spécifiques, émis par les Responsables hygiène et sécurité de chacun des Etablissements membres, et propre à chacun des lieux d'interventions.

Certaines interventions (maintenance préventive ou corrective) pourront se dérouler, selon les besoins des Etablissements membres, en dehors des horaires communs d'ouverture de journée, de nuit, les week-ends ou jours fériés en fonction des formules de couverture et de réalisation de maintenance préventive ou corrective choisies.

Le titulaire est tenu pour toute intervention de se conformer aux horaires d'interventions fixés par chacun des Etablissements membres, en fonction de ses contraintes d'exploitation.

Il ne pourra à ce titre prétendre à quelconque dédommagement complémentaire, autre que ceux précisés dans les grilles de prix des BPU et DPGF.

9.2.2 Signalement des interventions

Pour chacune de ses interventions, le prestataire devra signaler sa présence dans l'établissement directement au Responsable technique de l'Etablissement membre concerné ou toute autre personne préalablement désignée par lui (exemple : Personnels techniques de permanence ou d'astreinte, Personnels sécurité), soit physiquement, soit par téléphone, il procédera de la même façon avant son départ.

De manière plus générale, toute intervention de maintenance préventive ou corrective (visite périodique, travaux divers, dépannage, ...) sera consignée et donnera lieu à postériori à un compte-rendu ou procès-verbal d'intervention tel que défini au présent CCTP.

9.2.3 Remise en état après interventions

Le prestataire assurera le démontage des capotages ou autres éléments permettant de visiter tout ou une partie des installations nécessaires au déroulement des opérations, de même il en assurera le remontage en fin d'opération.

Si, lors d'une intervention, une remise en état apparaît nécessaire pour éviter la survenance d'une avarie ou panne, le titulaire devra, en avertir le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné (ou personne désignée en tant que tel) et en faire effectuer le constat.

Dans ce cadre, et dans le cas de nécessité de fourniture de pièces détachées non incluses au forfait, le titulaire devra préalablement à toute intervention de remise en état établir un chiffrage détaillé.

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'intervention les installations, matériels ou équipements en état normal d'entretien, de fonctionnement et de sécurité.

9.3 Maintenance préventive systématique

9.3.1 Nature des prestations

Le titulaire devra réaliser les opérations de maintenance préventive systématique sur l'ensemble des équipements en respectant la réglementation en vigueur et les préconisations fixées par les constructeurs.

Les interventions comprendront au minimum les tâches décrites dans les annexes 02 - 07 - 12 et 17 « OPERATIONS MAINTENANCE PREVENTIVE » de chaque lot. Cette liste non exhaustive est fournie à titre indicatif, elle constitue un minimum et ne saurait prévaloir le titulaire de toutes opérations ou interventions qu'il jugerait nécessaire au bon entretien des installations.

Le titulaire garantit la mise en œuvre des moyens nécessaires pour assurer les contrôles, les réglages, l'entretien courant et les petites réparations des installations dans l'objectif du maintien de la fiabilité et des performances des équipements.

En cas de dysfonctionnement des installations consécutifs à la maintenance préventive, les réparations seront à la charge du titulaire. Aucune prestation de maintenance préventive non visée par le marché ne sera effectuée sans l'accord préalable de l'Etablissement membre concerné.

9.3.2 Visites périodiques

Le prestataire devra effectuer les visites de maintenance préventive annuelle et triennale conformément aux prescriptions des constructeurs et aux conditions d'utilisation des matériels.

Le nombre et le type de visites à effectuer par le titulaire est précisé dans les annexes 02 - 07 - 12 et 17 « OPERATIONS MAINTENANCE PREVENTIVE » de chaque lot.

Les visites s'effectueront les jours ouvrables (du lundi au vendredi) de 8h00 à 17h00 ou ponctuellement suivant un horaire à aménager sur demande de l'un des Etablissements membres.

9.3.3 Essais de fonctionnement

Les visites d'essais de fonctionnement ont pour but d'effectuer les essais de démarrage automatique et manuel dont la fréquence et les natures respectent les minimas définis dans la réglementation en vigueur. Les essais font partie intégrante de la maintenance préventive.

Selon la typologie des essais le titulaire devra être présent sur site pour participer aux essais de bon fonctionnement des installations de secours électrique.

A la fin des essais, le prestataire devra consigner toutes les interventions et leurs résultats dans un procès-verbal d'essais, sous forme dématérialisé et sous forme papier qui sera annexé au carnet d'équipement.

Les essais sont définis de la manière suivante :

➤ Essai mensuel

Chaque établissement procède à un essai mensuel réglementaire des installations de secours d'une durée d'environ 1 heure afin d'obtenir un aperçu correct du fonctionnement réel des groupes électrogènes.

L'essai mensuel des groupes électrogènes sont réalisés de manière autonome sauf pour les établissements qui souhaitent une assistance et un accompagnement du titulaire pour lesquels cette prestation sera facturée en sus du forfait suivant le prix renseigné au BPU.

➤ **Essais de qualification**

A la fin de chacune de ses interventions de maintenance, le prestataire devra procéder en coordination avec les personnels techniques des Etablissements membre aux essais nécessaires pour valider le bon fonctionnement et qualifier les performances des installations et équipements.

➤ **Essais renforcés**

Lors des essais renforcés et manœuvres des installations de secours dans des conditions simulées de situation(s) où configuration(s) d'exploitation extraordinaire(s) et de mise en œuvre de procédures d'urgence, le prestataire se devra d'assister les personnels techniques des Etablissements membre pour la validation du fonctionnement, ainsi que la qualification des installations équipements sur simple réquisition préalable.

➤ **Essais GES**

Compte tenu des fonctions spécifiques du groupe électrogène de sécurité (GES), des essais mensuels doivent être réalisés selon la réglementation en vigueur (notamment article EL18 du règlement de sécurité incendie des ERP)

Ces essais seront réalisés de manière autonome sauf pour les établissements qui souhaite la mise en place d'un banc de charge mobile avec une assistance et un accompagnement du titulaire pour lesquels cette prestation sera facturée en sus du forfait suivant le prix renseigné au BPU.

La mise en place du banc de charge mobile comprend :

- La mise à disposition d'un banc de charge de puissance adaptée au groupe électrogène concerné ;
- La fourniture et le raccordement des câbles ;
- Le pilotage et le suivi des essais ;
- Le retrait du dispositif en fin d'essai ;
- La rédaction d'un rapport spécifique à l'intervention.

Les manœuvres éventuelles de connexion du banc de charge sur l'installation ne devront pas conduire à une indisponibilité du matériel ou de l'équipement même partiel et la réalimentation des installations de sécurité devra pouvoir se faire sans délai par simple manœuvre d'inversion de source.

Pour le lot n°1, les essais du groupe électrogène de sécurité seront intégrés au forfait annuel avec l'utilisation du banc de charge fixe existant raccordé sur l'installation.

9.3.4 Logiciels

La mise à jour des logiciels et autres interventions de dépannage ou de programmation sont incluses au forfait annuel de maintenance.

9.3.5 Contrôles thermographiques

Dans le cadre des opérations de maintenance préventive annuelle, le titulaire devra réaliser un contrôle thermographique des armoires électrique et les points de raccordements des liaisons Basse Tension de chaque groupe électrogène.

Les intervenants seront certifiés APSAD pour l'exécution de cette opération. Pour chaque installation un rapport précis et détaillé sera remis au responsable technique de chaque Etablissement membre ou seront spécifiés :

La liste détaillée des équipements contrôlés,
Un tableau récapitulatif des anomalies rencontrées,
Un cliché infrarouge de l'anomalie,
Un cliché normal situant l'anomalie,
La localisation et la définition du matériel concerné,
La température maximale observée au niveau de l'anomalie,
Les thermogrammes des points chauds classés anormaux,
L'habilitation électrique et la certification APSAD de l'opérateur,
Le certificat d'étalonnage de la caméra infrarouge,
La déclaration Q19 de contrôle d'une installation électrique par thermographie infrarouge prévue à la clause n°27c des traités d'assurance incendie de l'APSAD.

Les rapports de thermographie seront établis sur support informatique en 1 exemplaire.

9.3.6 Gammes de maintenance

Chaque équipement figurant dans les annexes 01 - 06 - 11 et 16 « INVENTAIRE » de chaque lot fera l'objet d'une gamme de maintenance qui sera appliquée dans le cadre du présent marché.

Le candidat devra fournir dans son mémoire technique un exemplaire de chacune des gammes de maintenance qu'il propose d'utiliser pour la réalisation des prestations de maintenance préventive.

Ces gammes comprendront au minimum :

- La liste détaillée et chronologiques des opérations,
- La périodicité
- Le niveau de maintenance correspondant
- Le temps moyen estimé pour chaque opération,
- Les observations et remarques particulières,

Le titulaire doit impérativement intégrer dans ses gammes de maintenances, les préconisations constructeurs. L'ensemble des gammes pourront évoluer qualitativement sur la durée du marché, toutes les évolutions devront être validées par le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné (ou personne désignée en tant que tel).

Ces gammes de maintenance devront être transmises sous le format informatique Excel (une par référence d'équipement) au Responsable technique de chaque Etablissement membre au plus tard un mois après la notification du marché.

9.3.7 Plan de maintenance préventive

Le plan de maintenance préventive a pour objectif de décrire les opérations de maintenance prévues sur l'ensemble des équipements. Il constitue un tableau de bord du titulaire pour organiser ses activités afin d'assurer la disponibilité requise des installations, dans le respect des exigences de sécurité.

Le titulaire dispose d'un mois à compter de la date de notification du marché pour établir un plan de maintenance préventive des installations sur la durée totale du marché. Ce plan sera établi pour chaque installation et devra décrire pour chaque équipement les éléments suivants :

- La liste des installations et équipements,
- Le périmètre physique des interventions.
- La liste des opérations,
- La description des opérations comprenant notamment :
 - Les procédures d'intervention,
 - Les outils, moyens et techniques à mettre en œuvre,
 - Les exigences de sécurité à respecter,
 - L'organisation mise en place,
 - Les ressources humaines nécessaires,
 - Les formations et habilitation requises,
 - La documentation associée,
 - La durée des interventions

Le plan de maintenance préventive sera soumis à la validation de chaque Etablissements membres.

9.3.8 Planification des interventions

Le prestataire soumettra à l'Etablissement membre 2 mois avant la date prévue des opérations un planning prévisionnel annuel d'interventions détaillés pour effectuer la maintenance préventive des équipements en prenant en compte les modalités d'interventions horaires et calendaires fixées par chacun des Etablissements membres, en fonction de ses besoins et contraintes d'exploitation pour chacun de ses équipements.

Sur ce planning seront mentionnés les dates, les heures, la durée des coupures ainsi que la liste des bâtiments concernés avec le détail précis des modalités de chaque intervention.

Le titulaire du marché prendra contact avec le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné (ou personne désignée en tant que tel) au plus tard deux semaines avant le début des interventions afin de valider le planning effectif des interventions. Ce planning sera ensuite confirmé par écrit au titulaire et vaudra engagement de sa part.

Le soumissionnaire devra fournir à la remise de son offre un calendrier de maintenance prévisionnel indiquant le contenu de la maintenance préventive qui sera réalisée sur la durée totale du marché.

9.3.9 Durée des interventions

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires afin que la durée d'immobilisation des équipements soit la plus courte possible de manière à entraîner le minimum de gêne dans le fonctionnement des établissements.

Les opérations de maintenance préventive seront effectuées sans interrompre le fonctionnement des services hospitaliers et seront organisées afin de permettre un retour éventuel à la situation initiale.

9.3.10 Forfait annuel

Les prestations de maintenance préventive des installations seront rémunérées par un forfait sur la base des prix fournis par le candidat au DPGF de chaque Etablissement membre.

Les prestations feront l'objet d'un bon de commande émis par les établissements membre correspondant aux prestations de maintenance choisi parmi les éléments détaillés sur le DPGF de chaque Etablissement membre.

Le forfait est réputé comprendre :

- Les frais de déplacement,
- Les frais de main-d'œuvre,
- Les frais afférents aux petits entretiens d'usage, consommables et petites fournitures selon préconisations constructeur,
- Les frais afférents aux services d'astreintes,
- Les frais afférents au traitement des déchets,
- Les frais afférents aux suivis des prestations et à la production des livrables.

Les prix du forfait seront portés sur le document DPGF pour chaque Etablissement.

9.4 Maintenance préventive complémentaire

La visite de maintenance préventive complémentaire correspond aux opérations complémentaires préconisées par le constructeur en fonction du nombre d'années ou du nombre d'heures de fonctionnement.

Le coût de ces opérations devra être renseigné sur le DPGF afin que chaque établissement puisse engager les prestations correspondantes selon son choix.

Cette visite sera réalisée à la suite de la visite annuelle de l'année concernée, en complément des opérations de maintenance annuelle déjà prévues.

9.5 Maintenance préventive conditionnelle

La maintenance préventive conditionnelle est subordonnée à un type d'événements prédéterminés révélateurs de l'état de dégradation d'un bien. Elle permet de programmer en fonction de certains indicateurs (témoins d'usure, temps de fonctionnement, autodiagnostic...) le remplacement d'éléments composant un équipement.

Si au cours des visites de maintenance systématique, le prestataire juge nécessaire la réalisation de prestations de maintenance conditionnelle pour maintenir la disponibilité des équipements., il sera alors établi un rapport circonstancié déterminant précisément la ou les interventions préconisées (pièces et main-d'œuvre) ainsi qu'un devis détaillé des prestations qui sera remis au Responsable technique de l'Etablissement membre concerné.

Ces prestations feront l'objet d'un bon de commande spécifique qui entre dans le cadre des « prestations exceptionnelles » défini à l'article 9.8 du présent CCTP.

Les opérations d'échange standard préconisé par le constructeur du moteur en fonction du nombre d'heures de service ou de l'âge du matériel, ne sont pas incluses dans le forfait, mais font l'objet de propositions par le titulaire et sont exécutées suite à l'acceptation du devis par Responsable technique de l'Etablissement membre concerné.

9.6 Maintenance corrective

9.6.1 Nature des prestations

Les interventions de maintenance corrective ont pour objet la remise en fonctionnement durablement ou provisoirement des équipements à la suite d'une défaillance ou d'une dégradation en vue d'assurer la continuité de service.

Les opérations de maintenance corrective comprennent les dépannages, les mesures d'urgence à prendre afin d'assurer une continuité de service maximale de l'ensemble des sites après un incident ainsi que les réparations ou remplacements de matériels importants dans le cas où ceux-ci mettent en jeu la sécurité électrique des établissements. Ces prestations portent sur l'ensemble des équipements décrits dans les annexes 01, 06, 11 et 16 pour chacun des lots et chaque Etablissement membre.

Le titulaire doit connaître les procédures de dépannage et de réparation des équipements dont il a la charge. Le personnel intervenant doit être qualifié et équipé du matériel et de l'outillage lui permettant de réaliser les tâches qui lui incombent.

Lorsqu'un dépannage nécessite une remise en marche en mode dégradé en première urgence, l'intervenant doit proposer une action de maintenance corrective curative permettant de rétablir l'équipement dans l'état spécifié par le constructeur. Elle doit être engagée dans un délai rapide compatible avec les exigences de disponibilité et de sécurité électrique de chaque Etablissement membre. Le résultat d'une action curative doit présenter un caractère permanent.

En aucun cas, un dépannage ou une réparation ne pourra tenir lieu de visite d'entretien normal programmée dans le cadre du programme de maintenance préventive. Les interventions de dépannages ne sont pas considérées comme des événements justifiant le report des actions de maintenance préventive.

9.6.2 Astreinte

Compte tenu de l'activité permanente des services du GHT Loire, le titulaire doit mettre à disposition de chaque Etablissement membre, un service d'astreinte défini en termes de délais pour l'ensemble des interventions de maintenance correctives.

Le titulaire doit disposer d'une permanence téléphonique permettant d'assurer une assistance technique aux dépannages 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et 365 jours sur 365 sur simple appel téléphonique avec une organisation composée de techniciens et de responsables formés aux exigences de continuité de service.

Le rôle de cette permanence téléphonique est d'offrir l'assistance téléphonique d'un technicien d'astreinte, sous forme d'instructions ou de conseils en vue de diagnostiquer et de tenter de rétablir un défaut mineur mais également en cas de difficultés majeures et ne pouvant être résolues par cette permanence téléphonique, de déclencher une intervention sur site d'un ou de plusieurs techniciens.

La demande d'intervention se fera sur appel d'un numéro de téléphone unique et dédié, l'interlocuteur du Titulaire devra être un correspondant technique ayant la compétence nécessaire pour les prestations et disponible à tout moment.

Le personnel susceptible d'intervenir sur les différents sites des Etablissement membre doit avoir une parfaite connaissance des installations. Ce personnel doit être autonome et doit disposer de tout l'outillage nécessaire pour assurer ses missions.

La prestation du service astreinte sera intégrée au forfait annuel de maintenance préventive de chaque équipement suivant les modalités de couverture horaires et calendaires d'interventions fixées par chacun des Etablissements membres mentionnés dans les annexes 05, 10, 15 et 20 « DELAIS ASTREINTE » du présent CCTP.

9.6.3 Délais d'interventions

Pour toute intervention de maintenance corrective, le titulaire est tenu de se conformer aux exigences de délais et modalités de couverture horaires et calendaires d'interventions fixées au

marché par chacun des Etablissements membres, en fonction de ses besoins et contraintes d'exploitation.

Le délai d'intervention est le temps qui s'écoule entre l'appel informant le titulaire d'une panne ou d'un défaut jusqu'au début de son intervention sur le site concerné. Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant la période d'intervention définie par chaque Etablissement membre.

Pour chaque Etablissement membre, le prestataire s'engage à intervenir dans les délais requis et impartis après notification de la panne, par courrier électronique ou simple appel téléphonique. Le délai d'intervention est le temps qui s'écoule entre l'appel informant le titulaire d'une panne ou d'un défaut jusqu'au début de son intervention sur le site concerné.

Le détail des période et délais d'interventions pour la maintenance corrective des installations et équipements faisant l'objet du présent marché sont mentionnés pour chacun des lots et chaque Etablissement membre dans les annexes 05, 10, 15 et 20 « DELAIS ASTREINTE » du présent CCTP.

En cas de non-respect des délais contractuels, le Prestataire s'expose aux pénalités définies dans le CCAP.

9.6.4 Délais de réparation

Dans le cadre de la maintenance corrective, le titulaire s'engage à réparer ou remplacer à l'identique les équipements décrits dans les annexes 01, 06, 11 et 16 du présent CCTP dans le délai maximum de **48 heures** d'horloge à compter de l'heure de réception de l'appel.

Le délai de réparation des équipements correspond au délai de livraison des pièces de rechange ou des équipements complet augmenté du temps de mise en œuvre.

Dans le cas où les pièces de rechange sont hors stock, le délai de réparation sera augmenté du délai de livraison mentionné au devis.

9.6.5 Devis

Les interventions de maintenance corrective seront gérées par bons de commande faisant suite à l'établissement d'un devis pour :

- Les dépannages ponctuels,
- Le remplacement de composants, d'équipements, les fournitures diverses,
- Les éventuelles remises en état identifiées lors des visites préventives,

Les prestations correspondantes seront facturées en sus du forfait annuel sur la base des prix fournis par le candidat sur les bordereaux de prix unitaires (BPU) et seront imputées sur le présent marché. Les devis relatifs à la maintenance corrective des équipements devront comporter :

- Les références du site,
- Les références de l'installation
- Le repérage des équipements
- La date et l'heure d'intervention,
- Les références du bon d'intervention,
- La désignation et la nature de l'intervention,

- Le calcul des coûts de main d'œuvre détaillés,
- Le calcul des coûts de déplacements,
- La liste exhaustive des pièces remplacées et leur prix unitaire,

Le titulaire s'engage à fournir un devis détaillé dans un délai de 5 jours. En cas d'intervention dont l'urgence ne permettrait pas l'émission préalable d'un devis, elle devra donner lieu à l'émission d'un compte-rendu d'intervention de régularisation dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la date d'intervention.

9.7 Consommables et pièces détachées

9.7.1 Consommables

Le titulaire doit fournir tous les produits et accessoires nécessaires à la bonne exécution des prestations. Le coût des consommables et produits d'entretien sont inclus dans les prix forfaitaires de maintenance préventive et notamment :

- Huile
- Liquide de refroidissement
- Filtrations (pour huile, gasoil, air)
- Pièces d'usures (joints, courroies, fusibles, durites, ampoules, voyants etc....)
- Visseries, boulonneries, rivets, colliers
- Graisses, chiffons
- Décapant, dégrissant, dégraissant

Cette liste est donnée à titre purement indicatif et n'est pas exhaustive. Pour l'ensemble des fournitures et matières consommables, le titulaire devra respecter les recommandations des constructeurs.

Le prestataire devra fournir dans le mémoire technique justificatif joint à son offre, la liste détaillée des consommables et pièces détachées inclus dans le forfait pour les opérations de maintenance préventive ainsi que les fiches techniques de l'ensemble des produits utilisés lors des maintenances préventives et correctives.

9.7.2 Pièces détachées - pièces de rechange

Le titulaire devra le remplacement de toutes les pièces nécessaires au bon fonctionnement des installations. Le remplacement sera effectué après l'établissement d'un devis dans le cadre d'une maintenance préventive ou suite à une panne.

Les pièces de rechange fournies par le titulaire seront de nature et caractéristiques homologuées par le constructeur de l'équipement concerné.

Ces pièces devront être compatibles et d'un indice de fabrication égal ou supérieur à celui remplacé. Un certificat de conformité du constructeur sera demandé pour chaque composant remplacé.

Les composants ayant fait l'objet d'une homologation seront remplacés par des composants homologués.

9.7.3 Disponibilité

Le prestataire doit être capable d'assurer la disponibilité et la proximité des pièces d'origine neuves de garantir la bonne exécution du présent contrat en assurant le cas échéant une remise en service des installations dans les meilleurs délais.

Le titulaire devra disposer d'un stock d'équipements et de pièces détachées composé à minima des consommables de maintenance, des composants et pièces dits d'usures, et autres pièces d'usages courants. La constitution et le maintien du stock est de la responsabilité technique et financière du titulaire.

Pour permettre de juger la capacité à répondre aux attentes du présent marché, le candidat devra :

- Décrire dans le mémoire technique les solutions qu'il propose de mettre en œuvre pour assurer la disponibilité des pièces de rechanges et des équipements complets sur chaque type de matériel concerné par le présent CCTP afin de réduire les délais d'indisponibilité et satisfaire aux exigences de l'obligation de résultat.
- Fournir un listing du stock de sécurité détaillant les pièces de rechange mises à disposition pour garantir les délais de remise en service.

D'autre part, le titulaire s'engage à fournir, pour chaque installation ou équipement faisant l'objet du présent contrat, l'ensemble des pièces de rechange

Dans le cas où le titulaire ne serait plus en mesure de fournir une pièce :

- Il devra en démontrer l'obsolescence ou la non-séparabilité (courrier constructeur validé par un tiers expert par exemple),
- Il proposera à l'Etablissement membre, la réalisation de travaux de remplacement, voire de modernisation (si cela se justifie techniquement ou économiquement). L'offre sera alors présentée sous forme de devis détaillé en prix et prestations.

9.7.4 Garantie

Les matériels et pièces détachées fournies par le titulaire sont éligibles à compter du jour de leur mise en service, soit à la garantie légale de douze mois, soit à la garantie minimale accordée par le fabricant si celle-ci est supérieure.

A ce titre, les carnets de maintenance devront mentionner :

- La date de prise d'effet de la garantie ;
- Les caractéristiques du matériel : la marque, le type et le numéro de série,
- La localisation.

La garantie couvre les défauts de conception, de matière ou de fabrication des équipements. Le Titulaire remédie à ces défauts par la voie qu'il juge appropriée : réparation, modification ou remplacement.

Le Titulaire prend à sa charge les frais de pièces et de main d'œuvre relatifs à l'exécution de son obligation de garantie. Il devra mentionner dans le bordereau de prix unitaire la durée de garantie des interventions ainsi que la durée de garantie des pièces remplacées

9.8 Prestations complémentaires

Dans le cadre du présent marché, des prestations complémentaires pourront être réalisées sur l'ensemble des installations électriques Haute Tension/Basse Tension des différents sites des établissements du GHT Loire, à la demande du Responsable technique de l'Etablissement membre concerné.

Les prestations complémentaires concernent les opérations suivantes :

- Travaux de rénovation, de restructuration ou de modernisation des installations,
- Travaux de mise en conformité avec les règlements applicables,
- Interventions consécutives à un sinistre ou une catastrophe naturelle,

Une Offre de prix sera alors établie sur la base des prix tarifs catalogue qui sera présenté sous la forme d'une remise consentie par rapport aux tarifs de prix publics des principaux constructeurs de matériels ou par une majoration suivant un coefficient multiplicateur applicable sur les justificatifs d'approvisionnement de pièces ou sous-ensembles hors catalogue.

Le chiffrage fera également apparaître le coût horaire de main d'œuvre et le coût de déplacement indiqués au bordereau des prix unitaires de chaque lot correspondant aux annexes 04, 09, 14 et 19.

Néanmoins les établissements du GHT Loire se réservent le droit de passer une consultation indépendante pour la réalisation de prestations complémentaires.

9.9 Formation personnels techniques

9.9.1 Formation courante

Dans le cadre du présent marché, le titulaire devra dispenser une formation destinée à actualiser les connaissances des personnels techniques de chaque établissement membre dont le coût sera intégré au forfait annuel.

Cette formation sera réalisée chaque année et se déroulera sur les sites des établissements membres lors des visites de maintenance préventive. Elle devra permettre aux personnels techniques formés d'exécuter la conduite et de l'entretien courant de l'installation mais également d'approfondir leurs connaissances et d'enrichir leurs capacités de diagnostic.

9.9.2 Formation centrales secours

Pour le lot n°1, le titulaire devra en complément organiser chaque année une formation renforcée de conduite et d'exploitation des centrales de secours électriques avec exécution des manœuvres sur les installations en intégrant les procédures d'urgence et de marches dégradées.

Cette formation sera dispensée en quatre sessions d'une journée sur chaque site à raison de cinq à six agents par session.

10. SUIVI DES PRESTATIONS

10.1 Carnets de maintenance

Conformément à la circulaire DHOS/E4 N°2006-.393 du 8 septembre 2006, le prestataire devra établir et tenir à jour un carnet de maintenance pour chaque équipement dans lequel toutes les opérations maintenances préventives et correctives des équipements et des dispositifs de secours électriques seront consignées.

Le carnet de maintenance devra comporter au minimum les informations suivantes :

- La description de l'installation, marque, type et référence du matériel installé,
- Le (les) nom(s) du (des) technicien(s) intervenant(s),
- La date et horaires d'intervention (arrivée/départ),
- La nature de chacune des visites ou interventions effectuées,
- La nature et le détail des contrôles, maintenances, tests et manœuvres opérés,
- Les résultats des relevés de contrôles, des mesures et essais effectués,
- Les changements de pièces effectués
- Ainsi que toutes observations jugées utiles

Les carnets de maintenance devront être actualisés dans un délai de huit jours maximum à compter de la date d'intervention. Le Prestataire mettra à disposition en complément de la version papier, une version numérique du carnet de maintenance.

10.2 Bons d'interventions

Pour chacune des interventions de maintenance préventive ou corrective sur une installation ou un équipement, le titulaire doit remettre à l'Etablissement membre concerné dans un délai maximum de huit jours un bon d'intervention qui devra comporter :

- La date et l'heure d'intervention,
- Le nom des intervenants
- Les références du site,
- Les références de l'installation
- Le repérage des équipements
- La désignation et la nature de l'intervention,
- Les tâches réalisées
- Les pièces détachées remplacées et les fournitures utilisées,
- Les heures de main d'œuvre,
- Les renseignements afférents aux vérifications, essais et remise en service des équipements,

Chaque bon d'intervention devra obligatoirement être signé par le Responsable technique de l'Etablissement membre ou son représentant désigné.

Une version du bon d'intervention datée et signée par le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné (ou personne désignée en tant que tel) servira ensuite de pièce justificative et attestation de service fait, nécessaire au paiement de la facture s'y rapportant.

10.3 Rapports de maintenance

A l'issue de chaque intervention de maintenance préventive un rapport de maintenance sera établi et adressé au Responsable technique de l'Etablissement membre concerné (ou personnes désignées en tant que tel) et indiquera :

- Les références du site,
- Les références de l'installation
- Les dates d'interventions
- Les opérations effectuées
- Les anomalies de fonctionnement constatées
- Les mesures relevées au cours des essais et vérifications
- Les éventuels points à traiter en maintenance corrective
- Les actions à envisager lors de la prochaine échéance de maintenance

Les essais périodiques et ponctuels des équipements doivent être sanctionnés par des rapports d'essais et devront être fournis en documents annexes au rapport de maintenance.

Chaque rapport sera accompagné des bons d'intervention datées du jour de l'intervention et signées par le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné (ou personne désignée en tant que tel).

Les rapports de maintenance préventive seront adressés en version numérique (fichier informatique format PDF ouvert ISO 32000-1 :2008) à chaque Etablissements membres dans un délai maximum de quatre semaines après l'intervention.

Une version du rapport datée et signée par le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné (ou personne désignée en tant que tel) servira ensuite de pièce justificative et attestation de service fait, nécessaire au paiement de la facture de maintenance préventive.

10.4 Rapports d'activité des équipements

Le prestataire produira également en annexe du rapport de maintenance, une synthèse d'activité où figureront pour chaque équipement la période concernée, les détails concernant les heures de fonctionnement, les consommations absorbées et équivalents CO₂, ainsi que les quantités d'énergie produite et les niveaux puissances atteints (moyenne et extrêmes).

10.5 Rapport annuel

Le titulaire doit rédiger et transmettre aux Responsables techniques de chaque Etablissement membre, au plus tard un 1 mois avant la date de reconduction du marché, un rapport annuel d'activité détaillant les prestations réalisées sur chacune des installations durant la période écoulée.

Le rapport annuel d'activité comportera pour chaque installation :

- Le récapitulatif des différentes interventions effectuées au cours de l'année écoulée
- Le récapitulatif des anomalies et des faits marquants,
- Le récapitulatif des matériels remplacés,
- Un rapport sur les non conformités éventuelles,
- La liste des équipements susceptibles d'être remplacés pour l'année à venir et l'évaluation budgétaire correspondante,
- Les propositions éventuelles pour améliorer le fonctionnement des installations.

Ce rapport sera transmis sous forme numérique (fichier informatique format PDF ouvert (ISO 32000-1 :2008) aux différents établissements avant chaque réunion de suivi.

10.6 Réunion de suivi du contrat

Une réunion annuelle de suivi du contrat sera programmée en présence du représentant du titulaire et du Responsable technique de l'Etablissement membre.

Au cours de cette réunion seront évoqués les différents sujets et questions relatifs aux opérations écoulées afin d'apprécier les éventuels problèmes techniques. Le titulaire y présentera l'ensemble des documents contractuels dus au titre du contrat.

Cette réunion aura notamment pour objet :

- de vérifier le respect du planning de maintenance préventive,
- de faire l'analyse des interventions de maintenance correctives et de définir les éventuelles actions à mener,
- de faire le bilan des travaux exécutés et à exécuter,
- de rechercher des solutions d'amélioration de l'organisation du travail et de la qualité.

S'il le juge nécessaire pour le bon suivi des prestations et du contrat, le Responsable technique de l'Etablissement membre pourra demander la tenue de réunions intermédiaires supplémentaires.

Les données seront analysées préalablement aux réunions par le titulaire et seront accompagnées le cas échéant de recommandations.

Un compte rendu de réunion sera rédigé par le titulaire dans un délai de quinze jours et envoyé à chaque Etablissement membre.

10.7 Documentation technique

En début de marché, la documentation technique relative aux installations maintenues, en possession de chacun des Etablissements membre, sera tenue à la disposition du titulaire.

Le titulaire devra établir un inventaire exhaustif de l'ensemble de la documentation technique nécessaire à l'exploitation et à la maintenance de tous les équipements présents dans le périmètre du marché. Cet inventaire devra être fourni sous la forme d'un fichier informatique (Microsoft Excel) sur simple demande des Etablissements membre.

Dans le cadre de sa mission le titulaire est tenu d'assurer la gestion de la documentation technique, à ce titre il doit :

- Tenir à jour l'inventaire exhaustif de la documentation technique,
- Créer et mettre à jour l'ensemble de la documentation relative aux installations et équipements soutenus,
- Faire une analyse qualitative de la documentation et des notices de maintenance des fournisseurs et établir le recensement des manquements pouvant avoir une incidence sur la qualité de la prestation,
- Mettre à jour les plans, schémas et documents concernés après toute modification des installations réalisée par le titulaire.
- L'archivage de la documentation

Le titulaire devra se procurer auprès des fabricants les notices de maintenance manquantes des matériels objets du présent contrat.

Les documents techniques restent la propriété des Etablissements du GHT Loire, leur utilisation par le titulaire est exclusivement réservée à l'exécution du marché.

10.8 Accessibilité des documents

Le titulaire est responsable de son outil de suivi de l'ensemble des prestations objets du présent marché. Il devra mettre à disposition de chaque Etablissement membre du GHT Loire, une plateforme WEB de GMAO s'il en dispose, ou tout autre moyen de suivi des opérations de maintenance et en assurer la formation auprès des utilisateurs.

Cet outil doit permettre la consultation et la transmission de tous les documents de suivi (inventaire, devis, certificat, rapports, compte rendu...) sans supplément financier.

L'objectif est de retrouver les informations, des domaines le concernant, avec un niveau de précision de renseignement au moins égal à celui du carnet de maintenance.

Le titulaire doit être en mesure à chaque instant de pouvoir reconstituer les historiques des interventions par équipement, par site et par type d'intervention.

L'intégralité des données du système mis en place par le titulaire doit pouvoir être exportée de manière simple et exploitable au format Excel.

A la fin du marché, le titulaire devra pouvoir extraire sous format Excel l'ensemble des données qu'il aurait saisi sur son système de GMAO. Les bases de données renseignées seront confiées au Responsable technique de chaque Etablissement membre sur un support de sauvegarde adapté (CD-ROM, clé USB ou autres).

Ces dispositions ne dégagent pas le titulaire de ses obligations de mettre en place et d'assurer la tenue et la mise à jour des carnets de maintenance des équipements et des dispositifs de secours électriques conformément à la circulaire DHOS/E4 N°2006-.393 du 8 septembre 2006.

10.9 Opérations de vérifications

Les opérations de vérifications auront pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné (ou personne désignée en tant que tel) désignera le ou les responsables chargés des opérations de vérification ; ce dernier peut à tout moment contrôler la quantité et la qualité des prestations avec ou sans l'aide d'un organisme extérieur spécialisé.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent en particulier sur les points suivants :

- La quantité et la qualité des prestations exécutées,
- L'état de disponibilité de l'installation et de ses équipements,
- La qualité du service rendu (temps : de réponse, d'intervention, de réparation, ...),
- L'état des installations et des locaux entretenus,
- La qualité des rapports d'intervention,
- La qualification et l'effectif du personnel de maintenance du titulaire,
- La mise à jour des documents d'exploitation et la documentation technique.

Le titulaire ou son représentant devra être présent lors des opérations de vérification. Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné.

Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du titulaire, les pénalités sont appliquées.

10.10 Prestations non-conformes

Dans le cas où apparaît un litige ou lorsque le contrôle fait apparaître une défaillance du titulaire, l'Etablissement membre concerné pourra demander suivant le cas et la gravité de la faute :

- Un refus de ladite prestation qui devra être recommencée par le prestataire à ses frais,
- Une réparation, lorsque la prestation mal exécutée a entraîné dégradation ou d'une indisponibilité, le titulaire sera tenu de réparer l'installation à ses frais. Si cette réparation est hors de sa compétence son montant pourra être prélevé sur le montant du marché si elle n'est pas couverte par l'assurance.
- L'application des pénalités,
- La résiliation du marché pour faute grave sans préjudice de l'application des diverses pénalités prévues.

11. LISTE DES ANNEXES

- **Annexe 01**-GHT TRV 2025-061-INVENTAIRE-Lot 1
- **Annexe 02**- GHT TRV 2025-061-LISTE OPERATIONS-Lot 1
- **Annexe 03**- GHT TRV 2025-061-DPGF-Lot 1
- **Annexe 04**- GHT TRV 2025-061-BPU-Lot 1
- **Annexe 05**- GHT TRV 2025-061-DELAIS ASTREINTE-Lot 1
- **Annexe 06**-GHT TRV 2025-061-INVENTAIRE-Lot 2
- **Annexe 07**- GHT TRV 2025-061-LISTE OPERATIONS-Lot 2
- **Annexe 08**- GHT TRV 2025-061-DPGF-Lot 2
- **Annexe 09**- GHT TRV 2025-061-BPU-Lot 2
- **Annexe 10**- GHT TRV 2025-061-DELAIS ASTREINTE-Lot 2
- **Annexe 11**-GHT TRV 2025-061-INVENTAIRE-Lot 3
- **Annexe 12**- GHT TRV 2025-061-LISTE OPERATIONS-Lot 3
- **Annexe 13**- GHT TRV 2025-061-DPGF-Lot 3
- **Annexe 14**- GHT TRV 2025-061-BPU-Lot 3
- **Annexe 15**- GHT TRV 2025-061-DELAIS ASTREINTE-Lot 3
- **Annexe 16**-GHT TRV 2025-061-INVENTAIRE-Lot 4
- **Annexe 17**- GHT TRV 2025-061-LISTE OPERATIONS-Lot 4
- **Annexe 18**- GHT TRV 2025-061-DPGF-Lot 4
- **Annexe 19**- GHT TRV 2025-061-BPU-Lot 4
- **Annexe 20**- GHT TRV 2025-061-DELAIS ASTREINTE-Lot 4